

Assurance-maladie ,Hôpital, Austérité: ce n'est qu'un début?

Dans la foulée des politiques précédentes, la loi sur le financement de la sécurité sociale 2018 amène de nouvelles mesures d'austérité sur la santé : 4.2 milliards en moins sur l'assurance maladie , dont 1.5 milliard sur l'hôpital

Mais le pire reste à venir « Il y a une marge de manœuvre énorme sans toucher à l'égalité des chances : 30 % des dépenses de l'assurance-maladie ne sont pas pertinentes. » (Interview Agnès Buzyn ministre de la santé JDD 21 octobre 2017) et la ministre d'avancer des pistes comme un recours accru à la chirurgie ambulatoire ou encore « Nous allons fermer les lits qui ne servent à rien », autant de nouveaux risques pour la qualité des soins et l'accueil des patients. **30 % des dépenses de l'assurance-maladie cela représente 60 milliards €** dont Mme Buzyn

voudrait se passer. Le démantèlement à venir de notre système de santé est ainsi balisé, tout cela en s'appuyant sur des clichés ressassés mais loin de toute réalité effective.

Des dépenses de santé exorbitantes ? Vraiment ?

La France, en matière de dépenses de santé est au même niveau que d'autres pays très développés voire en dessous avec 4 600 dollars PPA (Parité Pouvoir Achat) soit 3 728 € de dépenses par an et par habitant, la France se situe à la 14e place sur 36 dans le classement des dépenses de santé des pays développés de l'OCDE.

Elle est devant le Royaume-Uni, l'Italie, la Finlande, l'Espagne, mais largement derrière les États-Unis¹, l'Allemagne, les pays de l'Europe du Nord, la Suisse...

Une situation financière inquiétante ?

Pour la presse « trou », « déficit », « dette » sont les mots clés qui permettent de faire peur.

Déficit ? Mais en réalité le **déficit** annoncé pour 2018 est de 800 millions pour l'assurance maladie (0.04 % du PIB) et de 2.2 milliards (0,1% du PIB) pour l'ensemble des régimes de protection sociale cumulés : donc un impact financier très faible.

Dette ? la dette sociale (à ne pas confondre avec la dette de l'état ou celle des collectivités territoriales) est de plus en plus modeste : 105 milliards fin 2018, pour une extinction complète annoncée en 2024.

Financement ? Les suppressions de cotisations sociales, comme la fraude patronale (20 milliards) sur le recouvrement de ces cotisations le fragilisent délibérément. Mais Mme Buzyn

préfère évoquer la fraude des assurés sociaux (1.2 milliard) et non celle des patrons. Le CICE (qui n'a pas créé d'emplois) est remplacé en 2019 par des exonérations de cotisations patronales (19Mds).

Le système de santé en crise ? et le pompier pyromane ?

Notre système de santé est effectivement en difficulté, du fait notamment de l'inégalité de l'accès aux soins,

- ✦ insuffisance des remboursements courants,
- ✦ dépassements d'honoraires
- ✦ offre de soins très inégale sur le territoire.

L'épuisement des personnels hospitaliers (qui font le maximum pour continuer à assurer aux patients des soins de qualité), confrontés à une charge de travail croissante et à une logique implacable de rentabilité financière qui met en cause le sens même de leur métier, est aussi un élément essentiel de cette crise.



La fermeture des hôpitaux de proximité au profit de structures géantes s'accélère avec au passage les suppressions de lits et de postes. C'est le cas dans l'Essonne avec le projet de fermetures des hôpitaux de Juvisy, Longjumeau, et Orsay au profit d'une nouvelle structure sur le plateau de Saclay avec au passage la suppression de près de 700 lits et de 1000 postes.

Cette situation tient-elle seulement à la volonté des gouvernements successifs de rogner sur les dépenses ou à une **stratégie délibérée**² ? Mettre le service public de l'hôpital et la sécurité sociale en difficulté aiguë pour convaincre l'opinion qu'il faut passer à autre chose, à savoir le recours accru aux complémentaires (et derrière elles aux assurances privées) et une place plus importante des cliniques privées en substitut à l'hôpital ... pour ceux qui peuvent payer ?

Jean-Jacques Duchon

Notes

1) **la place des USA est très singulière** : des dépenses de santé moyennes très supérieures à tous les autres pays pour des résultats sanitaires médiocres (mortalité en hausse), ce qui tend à démontrer qu'un système privé et concurrentiel est aussi facteur de gabegie financière et d'inefficacité globale.

2) « *Le problème que nous avons en France, c'est que les gens sont contents des services publics. L'hôpital fonctionne bien, l'École fonctionne bien, la police fonctionne bien. Alors il faut tenir un discours, expliquer que nous sommes à deux doigts d'une crise majeure- mais sans paniquer les gens, car à ce moment-là, ils se recroquevillent comme des tortues.* »

Renaud Dutreil ministre de la Fonction publique de Chirac discours tenu devant une officine patronale le 20 octobre 2004